

la version anglaise et deux exemplaires de la version française du rapport du commissaire, l'honorable Frédéric Dorion, juge en chef de la Cour supérieure de la province de Québec. Monsieur l'Orateur, j'ai reçu ce rapport à mon retour de Londres, hier soir. Je viens de l'étudier avec mes collègues. Du consentement de la Chambre, j'aimerais faire une brève déclaration à ce sujet, à la fin de l'heure réservée aux mesures d'initiative parlementaire, soit à sept heures ce soir.

**M. l'Orateur:** La Chambre a entendu la requête du premier ministre. La Chambre est-elle d'accord?

**Des voix:** Entendu!

### LA CONFÉRENCE DU COMMONWEALTH

#### DÉPÔT DU COMMUNIQUÉ—DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, je voudrais déposer deux exemplaires en anglais—je déplore qu'il n'ait pas été possible jusqu'ici d'en obtenir une traduction française—d'un communiqué de la réunion des premiers ministres du Commonwealth qui vient de se terminer à Londres. C'est un long communiqué qui englobe un grand nombre de questions, car toutes sortes de sujets étaient inscrits à l'ordre du jour. Je pourrais évidemment faire une longue déclaration sur le communiqué. Les députés voudront peut-être que ce rapport figure en appendice au hansard, afin que tous puissent l'étudier. On aura peut-être l'occasion plus tard de débattre ce communiqué au comité des affaires extérieures ou à la Chambre.

Pour l'instant, je ne dirai que ceci: deux sujets ont dominé les délibérations. Le président de la conférence, le premier ministre du Royaume-Uni, a proposé, le jour de l'ouverture de la conférence, que le Commonwealth désigne certains de ses membres pour entamer, s'ils le pouvaient, certains pourparlers en vue d'instaurer la paix au Vietnam. Cette proposition a suscité de longues discussions. En fin de compte, nous nous sommes entendus au sujet de la composition et des attributions de cette mission.

Je ne sais pas si cette mission sera en mesure d'atteindre le but qu'elle se propose. C'était une initiative valable et opportune du Commonwealth, je crois, étant donné qu'à

[Le très hon. M. Pearson.]

l'heure actuelle le secrétaire général des Nations Unies ou tout autre organisme international ne peuvent prendre l'initiative. Même si la mission elle-même est incapable d'accomplir ce qu'elle désire, j'estime que l'effort en valait vraiment la peine.

L'autre question importante, en ce sens seulement qu'elle a suscité beaucoup de discussion et, à vrai dire, des controverses, était la partie du communiqué concernant la Rhodésie. Après de longues et énergiques discussions, les paragraphes sur la Rhodésie dans le communiqué ont été acceptés par tous les membres du Commonwealth, sauf un, qui a apporté une réserve à l'égard d'un article en particulier.

L'importance des paragraphes sur la Rhodésie est que les membres du Commonwealth eux-mêmes, tous sans exception, sont venus à la conclusion qu'il ne saurait y avoir de solution définitive de ce très difficile problème, sauf sur la base d'un gouvernement par la majorité. Les divergences d'opinion portaient sur le moment choisi pour adopter le processus permettant d'arriver à ce règlement final. Le gouvernement du Royaume-Uni, qui a la responsabilité d'amener la population de la Rhodésie à l'indépendance et au gouvernement par la majorité, a accepté ces principes en théorie et s'est engagé—et j'estime que cela représente une décision assez courageuse de sa part—si les négociations directes ne mènent à rien, de songer à la possibilité d'une conférence constitutionnelle, ce que les membres africains du Commonwealth préconisent.

Monsieur l'Orateur, cette conférence du Commonwealth était la plus importante jusqu'ici, car 21 pays membres y assistaient, et nous y avons appris que la prochaine réunion, peu importe quand elle sera tenue, en comptera quatre ou cinq de plus. Vu la complexité et l'importance des sujets abordés lors de la conférence, nous pouvons nous réjouir du fait qu'on ait pu s'entendre sur un communiqué de ce genre et, chose plus importante encore, qu'on ait pu débattre ces questions difficiles et controversées, sur lesquelles il n'est pas toujours facile ou même possible de tomber d'accord, dans l'esprit qui caractérise les réunions du Commonwealth.

**M. l'Orateur:** La Chambre consent-elle à l'unanimité à ce que le communiqué soit imprimé en appendice au compte rendu?